

**OBJET DE L'ACCORD-CADRE : GESTION DU DISPOSITIF EXTERNALISÉ
DE RECUEIL DES SIGNALEMENTS D'ACTES DE VIOLENCE, DE
DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT ET D'AGISSEMENTS SEXISTES A
L'IRD**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES
Accord-cadre n° 2025001CPoA140

PROCEDURE DU MARCHÉ : Procédure adaptée en application des articles
L.2123-1 et R.2123-1-1° du code de la commande publique

Délégation Régionale Sud-Est
Immeuble le Sextant
44 Bd de Dunkerque / CS 90009
13572 MARSEILLE cedex 02

Marché de prestations intellectuelles

Table des matières

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'IRD	5
1.1. Présentation de l'Institut	5
1.2. Structures au sein de l'IRD.....	5
ARTICLE 2. NATURE ET OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
2.1. Objet du marché	6
2.2. Code CPV principal et code NACRES	6
2.3. Procédure de passation	6
2.4. Allotissement	7
2.5. Forme et montant de l'accord-cadre	7
ARTICLE 3. PRESENTATION DU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT EXISTANT A L'IRD	7
3.1. Périmètre du dispositif externalisé	8
3.2. Articulation avec le dispositif de signalements interne	9
ARTICLE 4. AGENTS CONCERNES PAR LE DISPOSITIF	10
ARTICLE 5. PRESTATIONS ATTENDUES	11
5.1. Prestations relatives au fonctionnement et à la gestion du dispositif de signalement	11
5.1.1. <i>Étape 1 – Recueil des signalements et écoute des personnels</i>	12
5.1.2. <i>Étape 2 - Procédures d'orientation à l'issue du recueil du signalement</i>	13
5.1.3. <i>Récapitulatif des circuits attendus :</i>	16
5.2. Accompagnement dans la communication sur le dispositif de signalement	16
5.2.1. <i>Accompagnement à la mise en place du dispositif</i>	16
5.2.2. <i>Accompagnement pendant l'exécution du dispositif</i>	17
5.3. Reporting des prestations et bilan	17
ARTICLE 6. PILOTAGE ET SUIVI DES PRESTATIONS	17
6.1. Interlocuteur dédié	18
6.2. Réunion de lancement et de cadrage de la prestation	18
6.3. Réunions de suivi du marché	18
ARTICLE 7. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	19
ARTICLE 8. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	19
8.1. Notification	20
8.2. Durée de l'accord-cadre.....	20
ARTICLE 9. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	20
9.1. Passation des commandes	20
9.2. Modalités d'émission d'un bon de commande	21
9.3. Délais d'exécution des prestations.....	21
9.4. Lieu d'exécution des prestations.....	22
9.5. Exclusivité du titulaire.....	22
9.6. Personnes habilitées à solliciter le titulaire	22
ARTICLE 10. CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	22
10.1. Opérations de vérification et admission des prestations portant sur le déploiement du	

dispositif	22
10.2. Opérations de vérification et d'admission des autres prestations.....	23
ARTICLE 11. DEVELOPPEMENT DURABLE	23
ARTICLE 12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	24
12.1. Obligations et responsabilités	24
12.2. Pouvoir hiérarchique et disciplinaire	25
12.3. Obligation de conseil et de mise en garde.....	25
12.4. Respect de l'anonymat des agents.....	26
12.5. Neutralité et indépendance	26
ARTICLE 13. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	26
ARTICLE 14. SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE	27
ARTICLE 15. PRIX	28
15.1. Forme des prix.....	28
15.2. Les prix de règlement	29
15.3. Mois d'établissement des prix.....	29
15.4. Modalités de variation des prix	29
15.4.1. Règles d'arrondis	30
15.4.2. Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision.....	31
15.4.3. Clause de sauvegarde.....	31
ARTICLE 16. MODALITES DE REGLEMENT.....	31
16.1. Paiement et établissement des factures.....	31
16.2. Paiements et intérêts moratoires	32
16.3. Avance.....	32
16.4. Nantissement.....	33
16.5. Paiement des cotraitants	33
ARTICLE 17. PENALITES ET AUTRES SANCTIONS	33
17.1. Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations	33
17.2. Pénalités pour mauvaise exécution des prestations	34
17.3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	35
17.4. Pénalités pour manquement aux obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail	35
ARTICLE 18. SOUS-TRAITANCE	35
18.1. Recours à la sous-traitance.....	36
18.2. Paiement direct du sous-traitant	36
18.3. Conséquences de la sous-traitance irrégulière	37
ARTICLE 19. ASSURANCE	37
ARTICLE 20. DISPOSITIF DE VIGILANCE	37
ARTICLE 21. MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE	38
ARTICLE 22. RACHAT OU CESSIION D'ACTIVITES	38
ARTICLE 23. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	39

ARTICLE 24.	RESILIATION	39
ARTICLE 25.	LITIGE.....	40
ARTICLE 26.	DEROGATIONS	41

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'IRD

1.1. Présentation de l'Institut

L'IRD est un établissement public français placé sous la double tutelle des ministères de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et de l'Europe et des Affaires étrangères. Il porte, par son réseau et sa présence dans une cinquantaine de pays, une démarche originale de recherche, d'expertise, de formation et de partage des savoirs au bénéfice des territoires et pays qui font de la science et de l'innovation un des premiers leviers de leur développement.

Les avancées scientifiques sont nécessaires pour faire progresser le développement durable et humain : cette conviction, l'IRD la porte partout où il est présent – France métropolitaine, Afrique, Asie, Amérique latine, Outre-mer - partout où il agit avec ses partenaires.

L'IRD c'est un acteur français majeur de l'agenda international pour le développement. Son modèle est original : le partenariat scientifique équitable avec les pays en développement, principalement ceux des régions intertropicales et de l'espace méditerranéen.

Les priorités de l'IRD s'inscrivent dans la mise en œuvre, associée à une analyse critique, des Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés en septembre 2015 par les Nations unies, avec pour ambition d'orienter les politiques de développement et de répondre aux grands enjeux liés aux changements globaux, environnementaux, économiques, sociaux et culturels qui affectent la totalité de la planète.

1.2. Structures au sein de l'IRD

L'IRD est implanté en France métropolitaine autour des Délégations régionales et dans les ROM-COM et à l'étranger autour de ses Représentations : <https://www.ird.fr/lird-en-france-et-dans-le-monde>

Le Siège de l'IRD est situé au 44 boulevard de Dunkerque à Marseille et regroupe les directions fonctionnelles et la délégation régionale Sud-est.

La direction générale comprend un collège de direction. Celui-ci réunit la Présidente-directrice générale de l'IRD, le Directeur général délégué, le Directeur délégué à la Science, le Secrétaire général, le Directeur délégué adjoint à la Science en charge de la science de la durabilité, le Conseiller scientifique Outre-mer, 9 Conseillers scientifiques, la Directrice de la communication et du partage de l'information et la Mission déontologie et intégrité scientifique.

L'IRD est structuré en trois pôles : Pôle Science, Pôle Développement, enjeux globaux et partenariats et Pôle Appui à la recherche et au rayonnement scientifique international.

La recherche à l'IRD s'appuie sur 78 unités de recherche : 62 unités mixtes de recherche (UMR), 3 unités mixtes internationales (UMI), 3 unités mixtes de service (UMS) et 9 unités d'appui à la recherche (UAR).

Ces unités mixtes sont rattachées administrativement à une [délégation régionale de l'IRD](#) (zone de compétence géographique) et relèvent scientifiquement d'un des cinq départements scientifiques de l'IRD.

ARTICLE 2. NATURE ET OBJET DE L'ACCORD-CADRE

2.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet de mettre en place et de gérer, au niveau national et international, un dispositif d'écoute et de recueil de signalement effectués par les agents de l'IRD s'estimant victimes ou témoins d'AVDHAS.

Par « AVDHAS », il est compris tout acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation.

Ce dispositif s'appuiera sur les règles édictées par les textes suivants :

- Règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données
- Code général de la fonction publique, notamment ses articles du chapitre Ier du titre III « Protection contre les discriminations » (articles 131-1 et suivants), son article L.135-6 et ses articles R.135-1 et R.135-10,
- Code pénal,
- Circulaire ministérielle du 9 mars 2018 relative à la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans la fonction publique
- Circulaire n°SE1 2014-1 du 4 mars 2014 relative à la lutte contre le harcèlement dans la fonction publique
- Charte de fonctionnement des dispositifs de signalement et de traitement des situations de violences sexuelles, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes - Guide DGAFP (édition 2019)

2.2. Code CPV principal et code NACRES

Les codes CPV principaux sont les suivants :

- 79414000 : Services de conseil en gestion des ressources humaines
- 79140000-7 : Services de conseils et d'information juridiques

Le référentiel NACRES (Nomenclature Achats Recherche Enseignement Supérieur) principal est le suivant :

- EC.27 : Autres services de gestion des ressources humaines

2.3. Procédure de passation

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions du Code de la commande publique et est passé selon une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la Commande publique.

En application de l'article R.2185-1 du Code de la commande publique, l'IRD peut à tout moment déclarer la procédure sans suite.

2.4. Allotissement

Le présent accord-cadre n'est pas alloti pour le motif suivant : Le non allotissement se justifie par le fait que le présent accord-cadre nécessite une homogénéité dans sa réalisation telle que la dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile l'exécution des prestations, notamment :

- En cas de dysfonctionnement ou de mauvaise coordination entre prestataires, la détermination des responsabilités serait complexe à identifier, nuisant ainsi à la qualité des prestations,
- En augmentant les risques de perte de réactivité, de confidentialité et de cohérence dans le recueil des signalements.

2.5. Forme et montant de l'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Celui-ci s'exécute :

- A compter de la date de commencement d'exécution définie ci-après pour les prestations forfaitaires,
- Sur la base de bons de commande émis dans les conditions définies ci-après pour les prestations à prix unitaires.

Le montant estimé du besoin sur pour la durée totale de l'accord-cadre est de 30.000 € H.T., reconductions comprises.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 80.000 € H.T. sur toute la durée de l'accord-cadre, reconductions comprises.

Ce montant maximum ne représente pas le budget actuellement disponible dont dispose pour ces achats mais correspond uniquement au montant que l'IRD est autorisé à dépenser pour ce support contractuel sur toute la durée de l'accord-cadre.

Ainsi, le montant maximum du présent accord-cadre correspond uniquement à un plafond de valeur de sorte que, quand ce plafond est atteint :

- Plus aucun bon de commande ne pourra être émis sur le fondement de l'accord-cadre,
- L'accord-cadre aura épuisé ses effets et expirera aussitôt.

ARTICLE 3. PRESENTATION DU DISPOSITIF DE SIGNALEMENT EXISTANT A L'IRD

Dans le cadre des dispositions de l'article L. 135-6 et des articles R.135-1 à R.135-10 du code général de la fonction publique, l'IRD doit mettre en place un dispositif ayant pour objet de « *recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés* » (article L.135-6 du code général de la fonction publique). Ce dispositif doit également permettre de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.

Le déploiement du dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes repose sur trois procédures qui le constituent :

1. Une procédure de recueil des signalements effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements ;
2. Une procédure d'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien ;
3. Une procédure de traitement des signalements des agents s'estimant victimes ou témoins de tels actes ou agissements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection appropriée (procédure fonctionnelle, réalisation d'une enquête administrative, procédure disciplinaire...)

L'IRD accorde la plus grande importance au déploiement de ce dispositif.

Le dispositif mis en œuvre doit donc répondre à des exigences de neutralité, d'impartialité, d'indépendance et de confidentialité.

3.1. Périmètre du dispositif externalisé

A ce jour, l'IRD a externalisé certaines parties du dispositif auprès de plusieurs prestataires :

- La réalisation des enquêtes administratives, relevant d'un autre accord-cadre en cours d'exécution,
- La réalisation des missions de recueil des signalements, d'écoute des agents de l'IRD, leur réorientation vers les services compétents ainsi qu'un premier examen des situations signalées incluant une analyse de recevabilité (objet du présent marché)

Depuis 2023, l'IRD a mis en place un dispositif de recueil et d'écoute externalisé. Il offre aux agents relevant du droit français la possibilité de solliciter un prestataire spécialisé en matière d'AVDHAS, chargé de l'écoute, du recueil des signalements, ainsi que de leur analyse de recevabilité.

Une quinzaine de signalements ont été recensés via le dispositif externalisé pour la première année de mise en œuvre. Cinq signalements ont été réalisés sur la même période via les outils internes de signalement (registre santé sécurité au travail notamment).

Le présent marché vise à renouveler cette prestation externalisée en la faisant évoluer pour mieux répondre aux besoins actuels.

Deux évolutions principales sont attendues :

- L'élargissement du périmètre de la prestation à l'ensemble des agents, y compris ceux relevant des statuts de droit local ;
- Le renforcement des compétences attendues du prestataire, qui devra intégrer, en complément de l'expertise juridique pour l'analyse des signalements, une capacité d'écoute adaptée et un accompagnement des agents, assuré par des professionnels qualifiés, conformément aux modalités détaillées dans le cahier des charges.

3.2. Articulation avec le dispositif de signalements interne

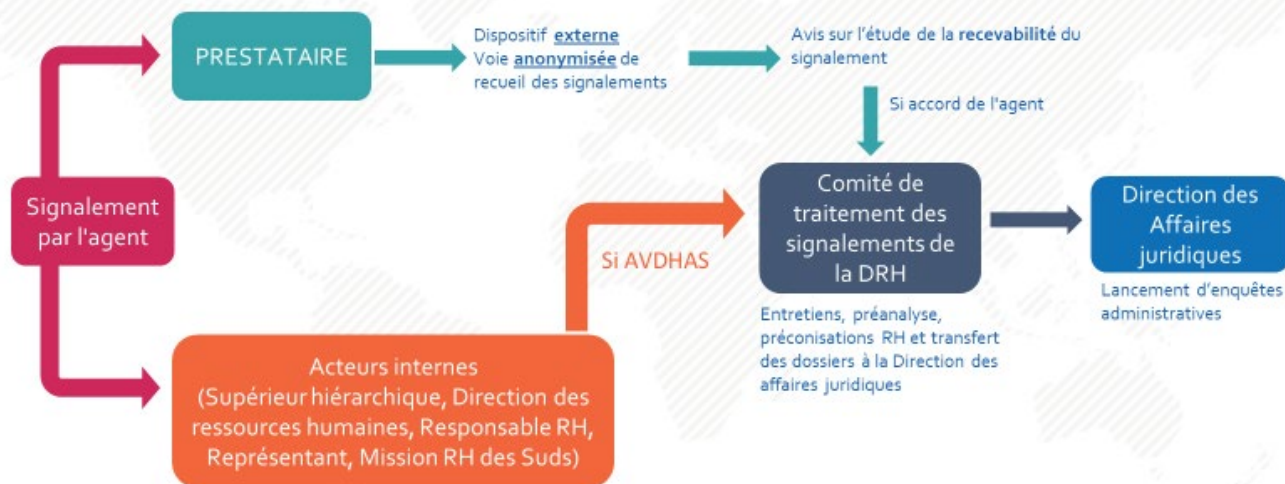
La mise en place du futur dispositif externalisé de recueil des signalements ne se substitue pas aux différentes voies de signalements et de saisines existantes : procédure pénale (article 40 du code de procédure pénale, dépôt de plainte, etc.), réclamation auprès du Défenseur des droits, etc. Et vient compléter le dispositif interne de l'Institut.

Ce dispositif interne consiste, pour les agents s'estimant victimes de faits susceptibles de relever d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation, en la possibilité de saisir au choix ou simultanément :

- Leur supérieur hiérarchique (N+1) qui, en tant que responsable est chargé, dans la limite de ses attributions et dans le cadre des délégations qui lui sont consenties, de veiller à la sécurité et à la protection des agents placés sous leur autorité ;
- Le N + 2 (notamment si l'agent s'estime être victime de harcèlement, discrimination ou violence de la part de son N+ 1) ;
- La Direction des ressources humaines ;
- Le Responsable RH de la délégation régionale ;
- En fonction de la zone géographique le Représentant sur le territoire identifié ou la Mission RH des Suds ;
- Le Registre santé et sécurité au travail, avec réserve en raison de son accessibilité à différents acteurs.

Lorsqu'une situation est signalée, le comité de traitement des signalements (ci-après « CTS ») de la DRH est l'interlocuteur de référence. Il est chargé de recueillir, d'analyser et de préconiser des actions sur le volet RH notamment. Il travaille en collaboration avec la Direction des affaires juridiques qui a compétence pour diligenter des enquêtes administratives et proposer, le cas échéant des mesures disciplinaires.

Le comité de traitement des signalements travaille également avec quatre représentants du personnel nommés « Référénts AVDHAS du CSA » qui apportent un appui en matière de sensibilisation, de communication et d'expertise sur les questions de prévention des AVDHAS et sur le déploiement de l'ensemble du dispositif.



Sont également à disposition pour réorienter et accompagner les agents vers les dispositifs de signalement, les acteurs locaux de la prévention :

- Le médecin du travail ;
- L'assistante sociale de la délégation régionale ;
- La conseillère nationale de prévention ;
- Le conseil de prévention au niveau local.

L'agent peut également alerter les organisations syndicales via les représentants du personnel.

Par ailleurs, à ce jour, une ligne téléphonique d'écoute assurée par des psychologues, mise à disposition par la MGEN, est accessible à tous les agents du Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en Métropole comme en Outre-mer.

Cette ligne téléphonique d'écoute est distincte du dispositif de signalement objet du présent marché.

Pour les agents expatriés, il existe un prestataire pour les problématiques de santé ou de sécurité : HDI Global SE. Des médecins, experts sécurité et chargés d'assistance sont à disposition 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour toute demande concernant une prise en charge directe des frais d'hospitalisation d'urgence, une évacuation médicale, un rapatriement, la perte de papier à l'étranger, l'orientation vers des services juridiques, mais également pour toute question d'assistance médicale et /ou sécurité.

Une instruction de la Présidente-Directrice Générale de l'IRD précise le fonctionnement de l'ensemble du dispositif de signalement (interne et externe) et sera communiquée lors de la réunion de lancement.

ARTICLE 4. AGENTS CONCERNES PAR LE DISPOSITIF

Le dispositif objet du présent accord-cadre est compétent à l'égard de l'ensemble des agents de l'IRD s'estimant victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte

d'intimidation. Cela comprend :

1. **Les agents de droit français** : le dispositif est ouvert à l'ensemble des personnels relevant du droit français, quel que soit leur statut (fonctionnaire, agent contractuel, stagiaire, apprenti, volontaire (VSC et VIA). Sont également concernés, les agents ayant quitté l'IRD depuis moins de 6 mois.

Environ 1 950 agents sont concernés.

2. **Les agents de droit local** : le dispositif est ouvert aux personnels recrutés en contrat de droit local par les Représentations de l'IRD dans des pays étrangers ou dans les collectivités d'outre-mer relevant d'un droit autonome tels que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française ou tout autre territoire d'outre-mer disposant d'un statut particulier.

Environ 250 agents sont concernés.

Au total, environ 2 200 personnels employés par l'IRD sont directement concernés par le présent dispositif.

Tous les agents concernés par le dispositif sont francophones.

Sont donc considérés comme bénéficiaires du présent dispositif, les agents qui cumulent les conditions suivantes :

- Être un agent IRD de droit français ou de droit local,
- S'estimant victime ou témoin d'AVDHAS

ARTICLE 5. PRESTATIONS ATTENDUES

A ce titre, le titulaire aura pour missions :

- D'assurer le recueil des signalements et l'écoute des agents tout au long de l'accord-cadre,
- D'assurer à l'issue de la phase de recueil, leur réorientation vers les services compétents en fonction des procédures décrites ci-après,
- D'accompagner l'IRD dans la communication faite sur le dispositif auprès de ses agents,
- D'assurer le reporting des prestations tout au long de l'accord-cadre.

Le titulaire devra pour cela être en capacité de mobiliser une équipe pluridisciplinaire, qualifiée en matière d'accueil, d'accompagnement et d'orientation, et disposer de compétences en matière juridique. L'équipe devra être compétente en matière d'écoute, de psychologie du travail et de prévention des risques psycho-sociaux.

Elle devra également disposer d'une expertise en matière d'AVDHAS et maîtriser le droit de la fonction publique et le droit pénal pour assurer l'analyse de recevabilité des signalements.

5.1. Prestations relatives au fonctionnement et à la gestion du dispositif de signalement

Le titulaire est chargé de la mise en place et de la gestion du dispositif

La gestion de ce dispositif repose sur la mise en œuvre de plusieurs procédures :

CCP – Gestion du dispositif externalisé de recueil des signalements d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes à l'IRD n°2025001CPoA140

1. **La procédure de recueil des signalements** (article 5.1.1 du présent marché) effectués par les agents s'estimant victimes ou témoins d'un AVDHAS.

Cette procédure repose sur les définitions suivantes :

- « Saisine » = toute sollicitation transmise par un agent via le dispositif. Elle constitue le point d'entrée dans le dispositif,
 - « Signalement » = toute saisine adressée par un agent identifié comme bénéficiaire du dispositif, nécessitant à minima l'organisation d'un entretien de recueil de signalement par le titulaire, conformément aux modalités décrites dans le présent cahier des charges.
2. **La procédure de réorientation des agents à l'issue du recueil de signalement** (article 5.1.2 du présent marché) : vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien, et vers les autorités internes compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle et assurer le traitement des faits signalés

Le périmètre des missions attribuées au titulaire du marché diffère selon que le signalement ait été effectué à l'encontre d'un personnel relevant du droit français ou du droit local :

- Pour les agents mis en cause relevant du droit français, le titulaire est chargé d'assurer les étapes 1 et 2 dans leur intégralité ;
- Pour les agents mis en cause relevant du droit local, le titulaire est chargé d'assurer l'étape 1 et une partie de l'étape 2.

5.1.1. Étape 1 – Recueil des signalements et écoute des personnels

Le titulaire est chargé de recueillir les signalements de l'ensemble des personnels, quel que soit le droit applicable.

➤ Mise en place d'un outil de recueil de signalements

Dans le cadre des prestations de recueil, le titulaire met à disposition de l'IRD un outil de recueil des signalements permettant aux agents de transmettre leur saisine et assure son maintien en fonctionnement durant toute la durée du marché.

La forme de l'outil est laissée au choix du titulaire qui veillera à en préciser tous les contours techniques dans son offre. Il devra toutefois répondre aux exigences suivantes :

- Il doit être simple, ergonomique et facile d'utilisation pour les agents de l'IRD ;
- Il doit être accessible à minima pendant les heures de travail et jours ouvrés, en intégrant la spécificité du décalage horaire ;
- Il doit être accessible aux personnes en situation de handicap auditif et/ou visuel ;
- Il doit permettre à l'agent victime ou témoins d'accompagner son signalement de toute information et document nécessaire à l'analyse préliminaire des faits signalés.

Cet outil devra être fonctionnel dès le premier jour d'exécution des prestations et être accessible sur toute la durée du marché. A ce titre, le titulaire s'assure de la fonctionnalité de

l'outil de recueil sans interruption de plus de 24 heures consécutives.
Le non-respect de ce délai pourra faire l'objet d'application de pénalités.

➤ Procédure de recueil des signalements et écoute associée

La procédure de recueil des signalements par le titulaire doit permettre en premier lieu d'identifier si la personne à l'origine de la saisine **peut être considérée comme bénéficiaire du dispositif**, au regard l'article 4 du présent marché.

- Dans le cas où la saisine émane d'une personne non bénéficiaire du dispositif, le titulaire redirige l'agent vers les services ou les personnes susceptibles d'apporter une réponse à la saisine.

Un plan de redirection sera communiqué au titulaire lors de la réunion de lancement.

- Dans le cas où la saisine émane d'une personne bénéficiaire du dispositif, le titulaire en accuse immédiatement réception. Cet accusé de réception doit comprendre une explication du fonctionnement du présent dispositif et des informations relatives au respect des règles édictées par le RGPD.

Dans ce cas, la saisine ainsi reçue est considérée comme un signalement au sens du présent marché et nécessite l'organisation d'un entretien avec l'agent concerné.

A compter de la réception du signalement, le titulaire propose à l'auteur du signalement un entretien de recueil de signalement dans le délai contractuel sur lequel il s'est engagé dans son offre. Il lui indique les modalités par lesquelles il peut transmettre tous documents de nature à étayer son signalement.

Les modalités d'organisation de ces entretiens doivent garantir la confidentialité des échanges et ne doivent pas générer de coût pour l'agent.

Pour un même signalement, plusieurs entretiens peuvent avoir lieu si la situation le nécessite. Ces entretiens sont strictement confidentiels et font l'objet d'un compte-rendu rédigé par le titulaire et soumis à la validation de l'auteur du signalement.

5.1.2. Étape 2 - Procédures d'orientation à l'issue du recueil du signalement

Cette étape <u>tient compte du statut de l'agent mis en cause et du cadre juridique qui lui est applicable.</u>

Dans tous les cas, le titulaire ne dispose d'aucun pouvoir de décision en matière de gestion de personnel. Il ne peut pas, par exemple, annuler une décision qu'il jugerait discriminatoire. Son rôle d'alerte ne doit empiéter ni sur les prérogatives de l'IRD en tant qu'employeur, ni sur celles des représentants élus du personnel.

Pour l'ensemble des signalements, un plan de redirection des signalements sera communiqué lors de la réunion de lancement du recevable marché.

1. Signalement à l'encontre d'un agent relevant du droit français

A l'issue de l'étape 1, le titulaire évalue la recevabilité du signalement. Il procède à l'analyse

de premier niveau des faits afin de déterminer s'ils sont susceptibles de constituer un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation.

L'auteur du signalement doit être informé par écrit des suites données à son signalement par le titulaire.

- Lorsque le signalement est **manifestement insusceptible** de relever d'un AVDHAS :

Pour que le signalement soit considéré comme irrecevable, le prestataire doit disposer d'informations lui permettant de constater l'absence manifeste d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation.

Le titulaire informe par écrit l'auteur du signalement de l'irrecevabilité du signalement à compter du dernier entretien dans le délai contractuel sur lequel il s'est engagé dans son offre.

Le titulaire redirige l'auteur du signalement vers les services compétents pour prendre les mesures d'accompagnement adaptées.

Avec accord de l'auteur du signalement, le titulaire en informe le comité de traitement de signalement de la DRH et lui transmet l'avis d'irrecevabilité ainsi que l'ensemble des éléments recueillis. La forme de cet avis, qui constituera un livrable, sera validée lors de la réunion de lancement avec le titulaire, sur sa proposition.

Si l'auteur du signalement ne donne pas son accord pour lever l'anonymat, le titulaire adresse une information au comité de traitement des signalements de la DRH comprenant seulement une indication sur la structure concernée, la nature des faits signalés et le motif de l'irrecevabilité.

En cas de risque d'identification de l'auteur (par exemple lié à la taille de la structure), le prestataire adapte les informations pour préserver la confidentialité des personnes concernées.

- Lorsque le signalement est **susceptible** de relever d'un AVDHAS :

Lorsqu'un signalement est considéré comme recevable, le prestataire informe par écrit l'auteur du signalement dans le délai contractuel sur lequel il s'est engagé dans son offre.

Le signalement est recevable lorsque les faits présentés sont susceptibles de constituer un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation.

Si l'auteur du signalement donne son accord pour poursuivre la procédure et lever l'anonymat, le titulaire en informe le comité de traitement de signalement (CTS) de la DRH à compter de la levée d'anonymat dans le délai contractuel mentionné dans son offre et lui transmet l'avis de recevabilité ainsi que l'ensemble des éléments recueillis. La forme de cet avis, qui constituera un livrable, sera validée lors de la réunion de lancement avec le titulaire,

sur sa proposition.

S'il l'estime nécessaire, le titulaire peut émettre des recommandations.

Si l'auteur du signalement ne donne pas son accord pour poursuivre la procédure et lever l'anonymat, le titulaire adresse une information au comité de traitement des signalements de la DRH comprenant une indication sur la structure concernée et la nature des faits signalés. En cas de risque d'identification de l'auteur (par exemple lié à la taille de la structure), le prestataire adapte les informations pour préserver la confidentialité des personnes concernées.

2. Signalement à l'encontre d'un agent relevant du droit local

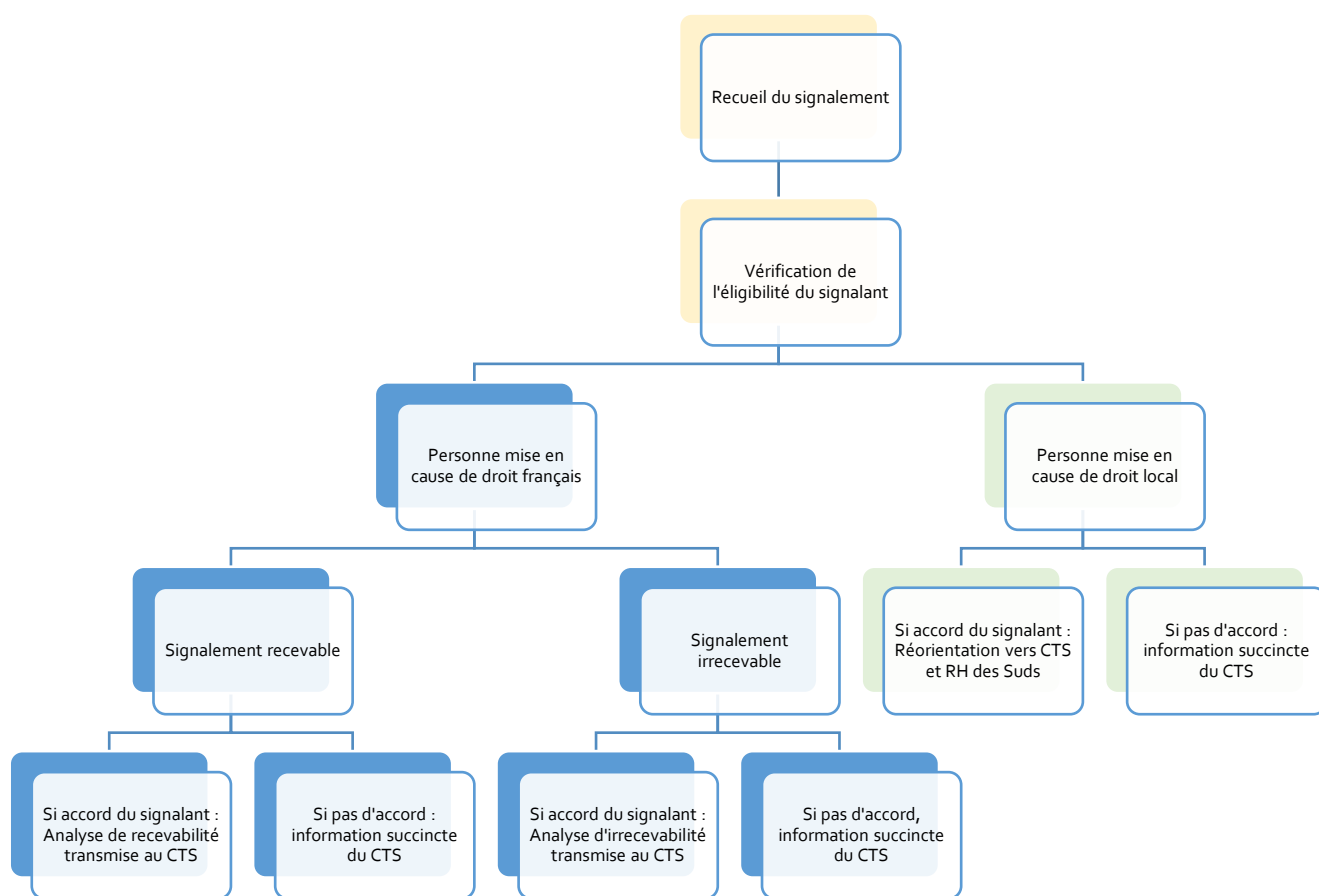
A l'issue de l'étape 1, si l'auteur du signalement donne son accord pour poursuivre la procédure et lever l'anonymat, le titulaire en informe le comité de traitement de signalement et la Mission RH des Suds de la DRH dans le délai contractuel sur lequel il s'est engagé dans son offre. Il leur transmet l'ensemble des éléments recueillis. S'il l'estime nécessaire, le titulaire peut émettre des recommandations.

Si l'auteur du signalement ne donne pas son accord pour poursuivre la procédure et lever l'anonymat, le titulaire adresse une information au comité de traitement des signalements de la DRH comprenant une indication sur la structure concernée et la nature des faits signalés. En cas de risque d'identification de l'auteur (par exemple lié à la taille de la structure), le prestataire adapte les informations pour préserver la confidentialité des personnes concernées.

3. Signalement formulé par personne témoin

A l'issue de l'étape 1, le titulaire oriente l'auteur du signalement vers les services et personnels compétents pour apporter une réponse au signalement. Il informe l'auteur du signalement que ce signalement ne pourra faire l'objet d'un traitement que dans le cas où la victime présumée accepte de lever l'anonymat et d'entamer des démarches en ce sens.

5.1.3. Récapitulatif des circuits attendus :



5.2. Accompagnement dans la communication sur le dispositif de signalement

5.2.1. Accompagnement à la mise en place du dispositif

➤ Plan de communication

Le titulaire est chargé de proposer dans un délai qui sera déterminé lors de la réunion de cadrage, un plan de communication visant à s'assurer que l'ensemble des personnels concernés aient connaissance du dispositif au 1^{er} jour d'exécution des prestations.

Une réunion sera organisée spécifiquement entre le titulaire et les services concernés de l'IRD afin de préciser ensemble les besoins et que l'IRD fournisse tous les éléments indispensables (charte graphique notamment).

➤ Outils et actions de sensibilisation

Le titulaire proposera également des outils de communication que l'IRD pourra diffuser (flyers, affiches, etc.) et des actions d'information et de sensibilisation à mettre en œuvre auprès des agents (modalités de mise en place du dispositif de recueil, les modalités de prise de contact et d'intervention, les plages d'utilisation du dispositif jours, horaires, etc.)

Le titulaire intégrera le fait qu'il existe d'autres voies de signalement et que le dispositif externalisé de recueil n'est pas exclusif.

➤ Webinaire de lancement du dispositif

Enfin, dans le cadre du déploiement du dispositif, le titulaire participera à un webinaire de

lancement du dispositif organisé par l'IRD, à destination de tous les agents de l'IRD, pour présenter le dispositif dans son intégralité, l'outil du titulaire et les modalités de saisine. Durant sa participation, le titulaire coanimera avec l'IRD la présentation du dispositif faisant l'objet du présent accord-cadre.

5.2.2. *Accompagnement pendant l'exécution du dispositif*

Des webinaires de présentation du dispositif pourront être organisés par l'IRD tout au long du dispositif.

De la même manière que pour le webinaire de déploiement, le titulaire pourra être amené à y participer et animer la présentation concernant le dispositif faisant l'objet du présent accord-cadre.

5.3. Reporting des prestations et bilan

Le titulaire fournit au comité de traitement des signalements (CTS) un rapport trimestriel.

Le livrable devra contenir :

- Le nombre de signalements reçus ;
- Le statut des signalements (recevables, non recevables, transmis, refus de l'agent, etc.) ;
- La typologie de situations rapportées (violences sexuelles, harcèlement, etc.) ;
- Les données relatives au genre des victimes, témoins et personnes mises en cause ;
- Les données relatives au statut des victimes, témoins et personnes mises en cause ;
- Les données relatives à l'origine géographique des signalements (découpage par zone défini par l'IRD).

Afin de garantir la lisibilité et la cohérence des données transmises, il est demandé au titulaire de ne retenir, pour chaque signalement, que le fait le plus grave parmi les faits rapportés lorsqu'une même situation est susceptible de relever de plusieurs catégories d'AVDHAS.

Cette hiérarchisation doit permettre d'éviter la redondance statistique et refléter de manière plus fidèle le volume et la nature des signalements.

Un focus qualitatif complémentaire doit être apporté dans le rapport pour préciser les éventuelles autres dimensions associées à chaque signalement.

Une rubrique spécifique aux signalements ne relevant pas des AVDHAS mais témoignant d'une souffrance ou d'un dysfonctionnement au travail doit être prévue.

Le titulaire veille à ce que les données fournies assurent le respect de l'anonymat.

Un bilan annuel est également réalisé par le prestataire, compilant les informations trimestrielles et comprenant une analyse globale des facteurs de risques d'AVDHAS.

Ce bilan sera présenté en CSA par le prestataire.

ARTICLE 6. PILOTAGE ET SUIVI DES PRESTATIONS

6.1. Interlocuteur dédié

Le prestataire devra dès la notification du marché désigner une personne physique responsable pour la représenter vis-à-vis de l'IRD pour tout ce qui concerne l'exécution du marché.

6.2. Réunion de lancement et de cadrage de la prestation

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée entre le prestataire et l'IRD.

Cette réunion de lancement et de cadrage de la prestation aura pour objet de :

- Présenter l'organisation du projet,
- S'assurer de la bonne compréhension mutuelle de la prestation à mener (hypothèses, périmètre et engagements, ...);
- Rappeler la nature des livrables et les délais de réalisation des prestations;
- Rappeler le processus de validation/acceptation des livrables et le mode de reporting
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'IRD envers le prestataire ;
- Permettre au prestataire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation ;
- A l'IRD de remettre au prestataire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du marché.
- D'aborder le calendrier de déploiement des prestations

Chaque réunion de suivi fera l'objet d'un compte rendu établi par le prestataire et validé par l'IRD.

6.3. Réunions de suivi du marché

A la date d'anniversaire du présent accord-cadre, une réunion annuelle sera organisée afin d'assurer un lien régulier entre le prestataire et l'IRD.

Celle-ci pourra se dérouler en visioconférence ou en présentiel, au Siège de l'IRD sise 44 boulevard de Dunkerque – 13002 MARSEILLE.

Elle permettra de faire un bilan sur les prestations exécutées tout au long de la période écoulée.

Les éléments ci-dessous seront notamment abordés :

- Le fonctionnement du marché ;
- Le reporting annuel de l'activité du dispositif de recueil des signalements ;
- Les événements et dysfonctionnements rencontrés ;
- Les différentes évolutions mises en place par le prestataire pouvant affecter le service ;
- Le suivi de la facturation.

Des réunions de suivi des prestations pourront également être organisées entre l'IRD et le titulaire tout au long de l'accord-cadre. Leur fréquence sera déterminée en cours de marché

en fonction des constatations qui seront faites, sur préconisations/propositions du titulaire ou à la demande de l'IRD.

Chaque réunion de suivi fera l'objet d'un compte rendu établi par le titulaire et validé par l'IRD. Seront présents lors de ces réunions annuelles, *a minima* l'interlocuteur dédié au suivi des prestations du prestataire ainsi que les représentants de l'IRD. En cas d'empêchements de l'interlocuteur susmentionnée, le titulaire devra avertir sans délai le représentant de l'IRD et procède à son remplacement.

A cette occasion, le titulaire étant tenu par une obligation de conseil, il veillera également à apporter tout axe d'amélioration à l'IRD concernant le fonctionnement du marché dans sa globalité, sur quel que sujet que ce soit (notamment sur le volet environnemental, le traitement des signalements, l'utilisation de l'outil de recueil de signalement, etc., ...).

ARTICLE 7. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E) complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise qui sera signataire de l'accord-cadre et ses annexes :
 - Annexe 1 : Le Bordereau des prix,
 - Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance le cas échéant,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) et son annexe 1 encadrant la sous-traitance des traitements de données à caractère personnel
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1er avril 2021) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- L'offre technique du candidat,
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

En cas de contradiction, d'incohérence ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Le CCAG applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles est réputé connu du titulaire quoique n'étant pas joint au dossier de consultation des entreprises.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché, quand bien même celles-ci seraient jointes à l'offre du titulaire ou aux documents générés durant l'exécution des prestations.

Le Titulaire devra se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du marché. Sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires, les textes applicables sont ceux en vigueur au 1er jour du mois qui précède la date limite de réception des offres.

ARTICLE 8. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Notification

La date de notification du présent accord-cadre correspond à la date de réception par le Titulaire de la copie de l'acte d'engagement et de ses annexes ci-dessus énumérées et dûment signés par la personne habilitée à engager l'IRD.

Les prestations ne peuvent pas débiter avant cette date.

8.2. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de la date de commencement d'exécution des prestations de l'accord-cadre. Il est tacitement reconductible 3 fois par période de 12 mois, sans que la durée maximale de l'accord-cadre ne dépasse 4 ans.

Chaque période de reconduction démarrera à compter de la date anniversaire de commencement d'exécution des prestations.

Il sera procédé au commencement d'exécution des prestations à compter du **27 février 2026** ou à une date ultérieure, en fonction de leur date de notification au titulaire.

La date de commencement d'exécution des prestations retenue sera validée dans l'acte d'engagement ainsi que dans le courrier de notification l'accompagnant.

Entre la notification du marché et la date de début d'exécution des prestations, le titulaire procède à la mise en place des prestations, notamment à l'outil de recueil de signalement afin que celui-ci soit opérationnel pour le 1^{er} jour d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de non reconduction, l'IRD notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de commencement d'exécution des prestations.

A ce titre, le titulaire est alors tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues pour la période allant de la notification de la décision de non reconduction :

- Jusqu'à la date d'effet de celle-ci
- Ou dans le cas où une saisine/réclamation serait toujours en cours de traitement à la date d'effet de celle-ci, jusqu'à la date de fin de traitement de cette saisine.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'attributaire.

ARTICLE 9. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

9.1. Passation des commandes

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations s'exécuteront de la manière suivante :

- **Les prestations forfaitaires** s'exécutent à compter de la date de commencement d'exécution des prestations.

Elles font l'objet d'un engagement juridique pour chaque année, en application du montant

forfaitaire sur lequel il s'est engagé dans le bordereau de prix,

- **Les prestations à prix unitaires** s'exécutent sur la base de bons de commande émis par l'IRD de la manière suivante :
 - Pour les prestations portant sur le recueil de signalement (III.1 et III.2 du bordereau de prix), celles-ci s'exécutent au fur et à mesure des saisines reçues.

Les bons de commande sont établis a posteriori, sur la base des éléments de reporting fournis par le titulaire à l'IRD à la fin des mois d'exécution concernés, et après constatations du dépassement du volume forfaitaire annuel par l'IRD pour les signalements à l'encontre d'un agent de droit français.

- Pour les webinaires (III.3 du bordereau des prix), ceux-ci s'exécutent après transmission du bon de commande correspondant.

Les bons de commande sont émis et transmis au titulaire au fur et à mesure des besoins de l'IRD, tout au long de l'exécution du contrat.

9.2. Modalités d'émission d'un bon de commande

L'IRD adresse un bon de commande au Titulaire lors de la survenance d'un besoin.

En application des articles R.2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, un bon de commande est un document écrit adressé au Titulaire qui précise les prestations ou fournitures commandées et dont l'exécution est demandée, en déterminant également la quantité.

Les bons de commande porteront sur une ou plusieurs prestations définies dans le bordereau des prix.

Chaque bon de commande indique les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire,
- La date et le numéro du marché de l'établissement passant commande,
- La date et le numéro du bon de commande de l'établissement passant commande,
- La nature et la description des prestations à réaliser,
- Les dates de réalisation des prestations,
- Le montant du bon de commande hors taxes,
- Les spécificités particulières à prendre en compte le cas échéant.

Les bons de commandes seront émis durant la période de validité du marché. Ils peuvent être exécutés postérieurement à la date d'achèvement ou de résiliation du marché, dans la limite d'un délai de 3 mois à compter de celle-ci.

9.3. Délais d'exécution des prestations

Au sens du présent accord-cadre, les délais contractuels doivent être compris comme les délais sur lesquels s'engage le Titulaire dans son offre ainsi que les délais indiqués dans le présent document.

A ce titre, en cas de délais mentionnés dans l'offre du titulaire plus favorables que ceux indiqués dans le C.C.P, ce seront les délais de l'offre du titulaire qui s'appliqueront.

9.4. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations auront essentiellement lieu à distance.

Toutefois, certaines réunions de suivi en présentiel pourront avoir lieu au 44 boulevard de Dunkerque – 13002 MARSEILLE à la demande de l'IRD.

9.5. Exclusivité du titulaire

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du présent accord-cadre.

Toutefois, l'IRD se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord cadre des commandes pour lesquelles le titulaire ne respecterait pas son engagement contractuel : absence de réponse, non-respect de l'offre initiale ou encore impossibilité de fournir la prestation demandée.

9.6. Personnes habilitées à solliciter le titulaire

Seules les personnes explicitement et nominativement habilitées par l'IRD sont autorisées à solliciter le titulaire.

Dans le cas d'une sollicitation émise par une personne non habilitée, le titulaire informe sans délai le responsable désigné par l'IRD.

La liste de ces personnes habilitées est transmise au titulaire lors de la réunion de lancement du marché.

Si une modification devait être apportée en cours d'exécution du marché, l'IRD transmet par écrit une nouvelle liste mise à jour au titulaire, précisant la date de prise d'effet de ladite liste

ARTICLE 10. CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

10.1. Opérations de vérification et admission des prestations portant sur le déploiement du dispositif

Dès que l'outil de recueil est opérationnel et est prêt à être vérifié, le titulaire en informe l'IRD.

Dans un délai de 10 jours ouvrés suivant la réception de cette information, l'IRD procédera à la vérification de l'outil de recueil et s'assurera que celui-ci est capable d'assurer un service régulier conformément au cahier des charges.

Cette vérification sera effectuée afin de s'assurer que le titulaire a livré l'outil de recueil de signalement présentant les caractéristiques techniques adéquats le rendant apte à remplir les fonctions précisées dans le présent marché et qu'il est en état de marche.

Concernant les autres prestations à réaliser dans le cadre du déploiement du dispositif (webinaire et plan de communication), l'IRD procédera aux opérations de vérification quantitative et qualitative qui permettront de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;

- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

A l'issue de ces phases de vérification, l'IRD procédera à l'admission, l'ajournement ou le rejet des prestations rattachées au déploiement du dispositif dans les conditions prévues des articles 28 et 29 du CCAG-PI. Il notifiera sa décision par courriel au titulaire du marché concerné.

En cas de rejet partiel ou total, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché jusqu'à ce qu'une décision d'admission puisse être prise. Les opérations de vérification indiquées ci-dessus seront de nouveau effectuées jusqu'à cette décision d'admission.

10.2. Opérations de vérification et d'admission des autres prestations

Les prestations autres que celles portant sur le déploiement du nouveau dispositif de recueil de signalement sont soumis à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées à constater qu'ils répondent aux stipulations du marché.

Conformément à l'article 28 du CCAG-PI, l'IRD procédera aux opérations de vérification quantitative et qualitative qui permettront de contrôler notamment que le titulaire :

- A mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- A réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'IRD prend une décision d'admission, d'ajournement ou de rejet.

Toute prestation ne correspondant pas aux caractéristiques demandées ou aux normes en vigueur sera refusée et devra être revue dans des délais compatibles avec le besoin de l'IRD.

A défaut, elle ne donnera pas lieu à facturation et pourra entraîner l'application de pénalités. En cas de rejet partiel ou total, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché jusqu'à ce qu'une décision d'admission puisse être prise. Les opérations de vérification indiquées ci-dessus seront de nouveau effectuées jusqu'à cette décision d'admission.

ARTICLE 11. DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre du présent marché, le titulaire s'engage à respecter et promouvoir les principes du développement durable, en particulier dans ses dimensions sociale et environnementale.

➤ Engagements sociaux

Le titulaire s'engage notamment à respecter scrupuleusement les dispositions du Code du Travail et des 4 objectifs stratégiques de l'OIT en termes d'égalité entre les femmes et les hommes, et s'attache à promouvoir l'égalité de chances entre hommes et femmes pour

parvenir à un emploi décent, productif, convenablement rémunéré et effectué dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine.

Il est rappelé que selon la loi n° 2021-1774 du 24 décembre 2021, chaque année au plus tard le 1er mars, les entreprises d'au moins 50 salariés doivent calculer et publier sur leur site internet, de manière visible et lisible, la note globale de l'Index de l'égalité femmes-hommes, ainsi que la note obtenue à chacun des indicateurs le composant.

En cas d'Index inférieur à 85 points, les entreprises doivent fixer et publier des objectifs de progression de chacun des indicateurs.

En cas d'Index inférieur à 75 points, les entreprises doivent publier leurs mesures de correction et de rattrapage.

De plus, il est rappelé que l'IRD mène des politiques volontaristes en faveur de l'égalité femme-homme, de la diversité et de l'insertion et le maintien dans l'emploi de ses agents en situation de handicap. Ces politiques se déclinent opérationnellement dans les pratiques internes de recrutement, d'accompagnement, et d'évolution de carrière. Le titulaire est invité à prendre en compte ces principes dans la mesure du possible, dans l'organisation et le fonctionnement de ses propres équipes affectées à l'exécution du présent accord-cadre.

➤ Engagements environnementaux :

Le titulaire s'engage notamment à limiter l'empreinte environnementale liée à la réalisation des prestations, en :

- Favorisant la dématérialisation des documents/des échanges lorsque cela est possible
- Ayant un usage raisonné des ressources (papier, énergie, consommables) nécessaires à la réalisation des prestations.

Il respecte aussi la réglementation environnementale en vigueur, notamment en matière de gestion des déchets liés à l'activité, s'il y a lieu.

ARTICLE 12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12.1. Obligations et responsabilités

Le titulaire doit apporter la plus grande diligence dans l'exécution des prestations.

Il est tenu :

- De se mettre en conformité avec ses déclarations d'effectifs (liste nominative du personnel susceptible d'effectuer les prestations)
- De maintenir en tout temps un effectif suffisant de personnel, doté de qualification et des compétences professionnelles pour l'accomplissement de leur mission, sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant
- D'avoir toujours en suffisance tous les matériels, fournitures et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des prestations, l'IRD peut mettre en demeure le titulaire :

- D'augmenter l'effectif du personnel employé par lui sur la prestation
- D'affecter à la prestation du matériel et des fournitures supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement le dit retard

12.2. Pouvoir hiérarchique et disciplinaire

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie aux prestations du présent marché reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire devra remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf cas de force majeure ou situation assimilée.

12.3. Obligation de conseil et de mise en garde

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux stipulations du présent marché.

Il doit fournir un haut niveau de qualité, homogène sur toute la durée de la prestation, en garantissant la composition et le niveau de compétences de l'équipe chargée des différentes actions du marché et en respectant les délais et les coûts prévus par les documents régissant le marché.

A ce titre, il est tenu en tant que professionnel expérimenté à l'égard de l'IRD, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'IRD, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens renforcée.

Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine des prestations objet du marché mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'IRD.

Le titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'IRD, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation.

Le titulaire s'engage, à titre d'obligation essentielle, à fournir à l'IRD, des données vérifiées et il garantit l'exactitude et la cohérence des données transmises au regard de la nature sensible des prestations objet du présent marché.

Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du marché lui impose, seront dans la mesure du possible traités à l'amiable. À défaut d'arrangement, le marché pourra être résilié.

12.4. Respect de l'anonymat des agents

Les échanges entre le titulaire et les agents seront strictement confidentiels. L'agent signalant sera anonyme, sauf s'il décide de dévoiler son identité expressément.

12.5. Neutralité et indépendance

Le titulaire, et les personnels qui, sous sa direction, participent à l'exécution du marché, sont tenus à l'obligation de discrétion et de confidentialité mais également de neutralité.

Ils s'engagent à observer et à faire observer la plus stricte neutralité, sans porter de jugement sur les comportements ou les faits qui leur sont rapportés.

Tout manquement à cette obligation, notamment en cas de propos jugés partiels ou inappropriés, pourra entraîner l'application de pénalités.

ARTICLE 13. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En raison de données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, le titulaire déclare parfaitement connaître les obligations fixées par les lois et règlements européens et français, applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Le responsable de traitement au sens du RGPD est l'IRD. Ainsi, le titulaire doit compléter et accepter l'annexe au présent C.C.P encadrant la sous-traitance des traitements de données à caractère personnel en lien avec l'objet du présent marché.

La solution proposée par le titulaire devra respecter les principes de proportionnalité, de minimisation et de limitation des données personnelles, assurant que seules les données pertinentes, telles que définies par l'IRD, sont traitées au sein de la solution pour les seules finalités convenues et sous le contrôle des seules personnes ayant à en connaître.

Elle devra intégrer les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données personnelles traitées contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, l'altération, la diffusion ou l'accès non autorisé.

A ce titre, le titulaire aide, le cas échéant et si le besoin est caractérisé, le responsable de traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Il conseille également le responsable de traitement en cas de consultation de la CNIL sur l'analyse d'impact réalisée. Cependant, celle-ci est présentée à la CNIL par le délégué à la protection des données de l'IRD.

L'IRD, en cas de violation par le titulaire des stipulations du présent article, pourra résilier le marché pour faute du titulaire dans les conditions prévues dans le présent cahier des charges. La résiliation du marché ne fera pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

ARTICLE 14. SECRET PROFESSIONNEL ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire a une obligation de confidentialité, de discrétion sur les activités, informations et renseignements recueillis à l'occasion de la prestation.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, données personnelles, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur.

Ces informations, documents, connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a eu connaissance d'informations, de documents ou d'éléments de toute nature présentant un caractère confidentiel, s'engage à :

- Ne pas divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations.
- Ne pas exploiter sous quelque forme que ce soit tout élément connu en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution des prestations,
- Prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître
- Mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents, les connaissances antérieures du pouvoir adjudicateur et les objets

auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel

- Faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants, cotraitants et fournisseurs.

Tout manquement à cette obligation pourra entraîner l'application de pénalités.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner également la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

De ce fait, les documents remis par l'IRD aux personnels du titulaire, notamment concernant les procédures ou les informations nominatives, ne peuvent en aucun cas être photocopiés ou diffusés.

Le titulaire et son personnel ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Il s'engage à ne pas utiliser les données qu'il sera amené à gérer à des fins détournées, à assurer leur confidentialité, l'anonymat du demandeur sauf en cas de son accord écrit et expresse. Il respecte la durée de conservation limitée de ces données et à procéder à leur destruction indiquée dans le présent marché.

Le Titulaire prendra également toutes les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel de ces informations. Ces mesures ne pourront pas être inférieures à celles prises par lui pour la protection de ses propres informations confidentielles.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser ses connaissances, sans l'accord de l'IRD, pour aider un tiers à accéder aux informations appartenant à l'IRD et auxquelles il n'était pas tenu d'accéder.

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage.

La restitution et la destruction des données sont constatées le cas échéant par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur

ARTICLE 15. PRIX

L'accord-cadre est conclu et exécuté en EUROS. Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO retenue pour le marché.

15.1. Forme des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes :

- Le prix est forfaitaire hors taxes pour :
 - Les prestations portant sur le déploiement du dispositif de recueil des signalements,
 - La gestion du dispositif de recueil des signalements tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, intégrant également le recueil de 10 signalements par an, allant à l'encontre d'un agent relevant du droit français.

Il s'agit des montants forfaitaires sur lequel le Titulaire s'engage dans le bordereau de prix, et ce quel que soit les moyens qu'il aura effectivement mis en œuvre pour honorer ses engagements contractuels.

- Le prix est unitaire hors taxes pour :
 - Les prestations de recueil de signalement supplémentaire à l'encontre d'un agent relevant du droit français,
 - Les prestations de recueil de signalement à l'encontre d'un agent relevant du droit local,
 - La réalisation de webinaire supplémentaire de présentation du dispositif.

Le prix total de chaque bon de commande résultera de l'application des prix unitaires, mentionnés au bordereau de prix, aux quantités réellement exécutées.

15.2. Les prix de règlement

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. Ils sont majorés de la T.V.A. au taux en vigueur à la date de livraison des prestations.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que les frais de déplacement, transport, d'emballage, de conditionnement, de manutention, de livraison, d'assurance et plus globalement, l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra se prévaloir, en cours d'exécution du marché, du caractère incomplet du bordereau de prix ou d'une prestation supplémentaire imprévue.

15.3. Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de la date limite de remise des offres, **soit le mois de septembre 2025**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

En cas de négociation réalisée, le mois « zéro » correspondra à la date limite de remise des offres après négociation.

15.4. Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont ensuite révisables et peuvent être révisés à compter de la première reconduction de l'accord-cadre par période d'un an conformément aux dispositions de

l'article R2112-13 du Code de la Commande Publique. A ce titre, une première révision des prix pourra intervenir en 2027, une seconde en 2028 et une troisième 2029.

La prise en compte des variations des conditions économiques est effectuée de la façon suivante :

- Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois correspondant au mois d'établissement de l'offre par le candidat comme stipulé à l'article « Mois d'établissement des prix » ci-dessus.
- Les prix pourront être révisés à la date anniversaire de commencement d'exécution de l'accord-cadre de l'IRD en application de la formule de révision ci-dessous.

A ce titre, le titulaire adresse sa demande de révision à l'IRD au moins un mois avant ladite date en détaillant son calcul et avec un bordereau des Prix actualisé.

La demande peut être formulée par mail ou recommandé.

Les prix révisés prendront effet à la date anniversaire de commencement d'exécution des prestations ou à une date ultérieure fixée par l'IRD, dans le cas où la demande de révision nécessite d'être rectifiée ou complétée, et que les éléments nécessaires n'ont pas été fournis à la date anniversaire susmentionnée.

En cas d'absence de demande de révision du titulaire dans le délai ci-dessus, les prix de l'accord-cadre en cours seront reconduits pour l'année suivante.

Pour chaque ligne de prix, le prix (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 (I_n / I_0))$$

- P est le prix révisé hors taxes
- P_0 est le prix établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (mois d'établissement de l'offre) = prix à réviser
- I_n = Valeur de l'indice au mois n de la révision
- I_0 = Valeur de l'indice au « mois zéro » (mois d'établissement de l'offre)

Choix de l'indice de référence :

L'indice de référence I est l'indice SYNTEC publié par la fédération SYNTEC (Disponible sur <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>).

Si l'index ou l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier index ou indice publié. Une fois l'index ou l'indice publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

15.4.1. Règles d'arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

Les prix révisés ne comporteront pas plus de deux chiffres après la virgule et seront arrondis le cas échéant au regard des mêmes règles.

15.4.2. Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par SYNTEC (ou le référent concerné) afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre les deux Parties.

15.4.3. Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation des prix supérieure à 5% sur la durée totale du marché, l'IRD a la possibilité de résilier, sans indemnité, la part non exécutée du marché et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 16. MODALITES DE REGLEMENT

16.1. Paiement et établissement des factures

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique.

Les factures seront envoyées de façon dématérialisée via le portail sécurisé Chorus Portail Pro de l'Etat à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>, via les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET de l'IRD : 180 006 025 00159
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire de l'IRD : FR75180006025
- Le code service exécutant : PACA_GESTION
- Le numéro d'engagement juridique correspond au numéro du bon de commande

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent accord-cadre : 2025001CPoA140
- Le cas échéant, la référence du bon de commande concerné par la facturation,
- Le numéro et la date de la facture ;
- L'objet de la prestation,
- La référence aux livrables réceptionnés
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,

- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A. (taux en vigueur à la date de facturation),
- Le montant TTC,
- Le cas échéant, le taux de remise appliqué au montant HT
- Le cas échéant, la mention offre promotionnelle en HT et en TTC
- Le numéro SIRET du titulaire,
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire, rigoureusement identiques à ceux indiqués dans l'acte d'engagement.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement et le comptable assignataire de la dépense sont indiqués à l'Acte d'Engagement.

Toute facture non rédigée comme indiquée ci-dessus sera retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

16.2. Paiements et intérêts moratoires

Paiements :

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, l'IRD procède au paiement des sommes dues par virement administratif avec un délai maximum de 30 jours. Ce délai commencera à courir à compter de la réception par l'IRD de l'ensemble des pièces justificatives exigées par le présent marché.

Intérêt moratoire :

En application des articles R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le défaut de règlement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

16.3. Avance

L'ensemble des dispositions des articles R 2191-3 à R.2191-19 du Code de la commande publique fixant notamment le principe de versement des avances, leurs modalités de calcul et de remboursement pour les accords-cadres à bons de commande s'appliquent.

A ce titre, conformément à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, une avance de cinq pour cent (5%) du prix total T.T.C. des prestations forfaitaires et de chaque bon de commande est accordée au Titulaire, lorsque (conditions cumulatives) :

- La durée d'exécution des prestations concernées est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois,
- Le montant total de la commande concernée est supérieur à 50.000 € H.T.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est de 30 pour cent (30%) du prix total T.T.C de la commande forfaitaire puis de chaque bon de commande.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

16.4. Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L2191-8, R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique. L'IRD remettra, s'il y a lieu, une copie certifiée conforme et unique par lui de l'Acte d'engagement ou un acte de cessibilité.

16.5. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

ARTICLE 17. PENALITES ET AUTRES SANCTIONS

L'IRD se réserve le droit d'appliquer les pénalités sans mise en demeure préalable et sans préjudice d'une possibilité de résiliation aux torts du titulaire.

Les pénalités sont dues par le Titulaire dès le premier euro.

Les pénalités ci-après sont imputées sur les sommes dues au titulaire, que le manquement soit le fait de ce dernier ou d'un de ses sous-traitants.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'exécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités ci-dessous sont cumulables entre elles.

17.1. Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

Dans le cadre du présent accord-cadre, l'IRD se réserve la possibilité d'appliquer de plein droit des pénalités au Titulaire en cas de retard, non imputable à l'IRD, au regard des délais contractuels fixés dans l'accord-cadre ou au regard des délais contractuels sur lesquels le Titulaire s'est engagé dans son offre.

Ainsi, si le délai d'exécution d'une prestation fixée dans le présent marché ou dans l'offre du titulaire n'est pas respecté du fait du titulaire, l'IRD pourra appliquer de plein droit, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de 50 euros H.T. par jour de retard constaté.

Les pénalités de retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

A ce titre, par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités de retard dont le montant est inférieur à 1000 euros.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant forfaitaire des prestations concernées ou du bon de commande.

Si le montant de l'ensemble des pénalités appliquées atteint 20 % du montant forfaitaire H.T. en cours d'exécution, l'IRD se réserve la possibilité de prononcer la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

Le retard peut être constaté par tout moyen (fax, courriel).

Ces pénalités ne trouveront pas à s'appliquer notamment dans l'hypothèse où le non-respect du délai serait dû à la force majeure ou au fait de l'IRD.

Le retard peut être constaté par tout moyen.

17.2. Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

- Pénalité applicable pour indisponibilité totale ou partielle de l'outil de recueil de signalement

Il pourra être appliqué une **pénalité journalière de 100 euros H.T.** par jour d'indisponibilité en cas d'indisponibilité totale ou partielle de plus de 24 heures du dispositif de recueil de signalement.

L'indisponibilité s'achève par la remise à disposition de l'acheteur des éléments en état de marche. Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les huit heures d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

- Pénalités pour manquement à la confidentialité des signalements

Il pourra être appliqué une **pénalité forfaitaire de 300 € H.T.** par manquement, en cas de manquement constaté à l'obligation de confidentialité (ex : divulgation d'identité sans autorisation, partage non autorisé d'informations sensibles).

Dans cette situation, avant l'application de cette pénalité, le titulaire sera mis en demeure de présenter ses observations dans un délai de 10 jours.

- Pénalité pour manquement à l'obligation de neutralité

Il pourra être appliqué une **pénalité forfaitaire de 300 €H.T.** en cas de manquement avéré par le titulaire à son obligation de neutralité.

Dans cette situation, avant l'application de cette pénalité, le titulaire sera mis en demeure de présenter ses observations dans un délai de 10 jours.

- Pénalité applicable en cas d'absence aux réunions

Il pourra être appliqué une **pénalité forfaitaire de 100 euros H.T.** en cas d'absence du titulaire aux différentes réunions organisées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

- Pénalité applicable pour tout autre non-respect d'un engagement contractuel

Il pourra être appliqué une pénalité forfaitaire de 50 euros H.T. par manquement constaté.

17.3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent.

En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

17.4. Pénalités pour manquement aux obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail

Dans le cadre de la lutte du travail dissimulé et en application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, le titulaire qui ne respecte pas le code du travail qu'il s'agisse de dissimulation d'activité (article L.8221-3 et L.8221-4 du Code du travail) ou d'emploi salarié (article L.8221-5 du code du travail), se verra appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, **une pénalité de 100 euros HT par jour calendaire**. Le montant des pénalités est plafonné à 10% du montant annuel du marché et ne peut, en outre, excéder le montant des amendes pénales encourues pour la commission de ces infractions.

ARTICLE 18. SOUS-TRAITANCE

18.1. Recours à la sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations sous réserve du respect des dispositions de la loi du 31 janvier 1975 modifiée, relative à la sous-traitance.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement relève du pouvoir d'appréciation du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées, les conditions de paiement. Cette déclaration doit être accompagnée des documents qui attestent des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

La sous-traitance en tout ou partie de certaines prestations implique l'adhésion du sous-traitant aux clauses techniques du présent accord-cadre.

Dans cette hypothèse, le titulaire reste seul tenu envers le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant de la totalité des obligations et engagements tels que décrits par l'accord-cadre. Il assume donc entièrement seul pendant la durée du marché, devant l'IRD comme devant tous tiers, l'entière responsabilité des prestations pour lesquelles il est engagé. Le Titulaire prendra en charge toutes les obligations afférentes, afin de respecter le marché, opérationnellement, contractuellement, financièrement et juridiquement, ainsi que sur le plan des obligations réglementaires ou des questions d'assurance.

Le refus d'un sous-traitant est motivé et signifié au titulaire dans un délai maximum de 21 jours après réception d'un dossier complet.

Le silence du pouvoir adjudicateur passé ce délai vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

L'envoi d'un dossier incomplet ne saurait déclencher le délai de 21 jours.

18.2. Paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, dûment accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'IRD, est payé directement.

Le paiement direct est obligatoire sans qu'il ne soit possible d'y renoncer.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la facture pour notifier son accord ou son refus au sous-traitant d'une part et à l'IRD d'autre part.

Par ailleurs, le sous-traitant adresse à l'IRD une demande de paiement direct libellé au nom de l'IRD en y annexant la copie des factures acceptées par le titulaire conformément aux dispositions de l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique.

18.3. Conséquences de la sous-traitance irrégulière

Le sous-traitant qui n'a pas été accepté et dont les conditions de paiement n'ont pas été agréées par l'IRD ne peut prétendre au paiement direct.

Dans le cas où l'IRD constaterait la présence d'un sous-traitant n'ayant pas fait l'objet des obligations par le présent marché, le titulaire est mis en demeure par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception de s'acquitter de ces obligations dans un délai imparti.

A défaut, l'IRD peut prononcer la résiliation de plein droit du présent marché aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques.

ARTICLE 19. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, l'attributaire devra justifier au stade de l'attribution du marché qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IRD et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

ARTICLE 20. DISPOSITIF DE VIGILANCE

Le Titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents et attestations ci-dessous :

- Si le Titulaire est établi ou domicilié en France
 - Une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales ;
 - Une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail comprenant les indications prévues à l'article D.8254-2 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées obligatoirement par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'IRD à l'adresse

suivante :

<http://www.e-attestations.fr>

- Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
 - Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CE) n°883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
 - Lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :
 - Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel.

La non-production ou la production incomplète ou erronée de ces documents pourra entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. Le cas échéant, L'IRD se réserve la possibilité de prononcer l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

La mise en demeure est notifiée par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception par le Titulaire et notamment par lettre recommandée avec avis de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution. A défaut d'indication de délai dans la mise en demeure, le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire à ses obligations

ARTICLE 21. MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Toute modification affectant le Titulaire du marché est portée impérativement à la connaissance de l'IRD par courriel. Il peut s'agir de modifications relatives aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire, à la dénomination ou raison sociale du Titulaire, à la situation du Titulaire (notamment en cas de redressement ou liquidation judiciaire), à son adresse ou ses coordonnées bancaires.

Le cas échéant, le Titulaire transmet à l'IRD, dans les plus brefs délais les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

ARTICLE 22. RACHAT OU CESSIION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent marché sont personnels aux deux parties. Ils ne pourront être transférés à des tiers que d'un commun accord. Les modifications affectant la personne titulaire du marché doivent donner lieu à la passation d'un avenant. A défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert sera considéré comme nul et sera inopposable à l'IRD.

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le prestataire a l'obligation d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception postal ; à ce titre obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut le marché pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières. Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 23. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 24. RESILIATION

Le chapitre VII – articles 36 à 42 – du CCAG-PI s'applique, notamment l'article 41 relatif aux cas de résiliation aux torts du titulaire.

Outre les cas prévus à l'article 39 du CCAG, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas suivants :

- En cas d'inobservation des clauses de confidentialité et au traitement des données personnelles prévues aux articles du présent C.C.P,
- En cas de refus de produire les pièces exigées prévues à l'article 19 du présent C.C.P,
- En cas de recours non déclaré à un sous-traitant,
- En cas d'augmentation des prix de plus de 5 % sur la durée totale du marché par rapport aux prix initialement proposés par le titulaire dans son offre, en application du C.C.P,

Dans ces cas précités, le titulaire est averti par l'IRD par lettre recommandée avec accusé de réception de la mise en demeure et de la résiliation envisagée. Il peut présenter ses observations dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de ladite mise en demeure, la date de sa réception ou du récépissé faisant foi. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté la décision de l'IRD.

Le présent marché peut également être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas suivants :

- En cas d'indisponibilité de l'outil du Titulaire pendant plus de 3 jours ouvrés sans accord préalable de l'IRD et sans solution de contournement fonctionnelle, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine, le titulaire est averti par l'IRD par lettre recommandée avec accusé de réception d'une seconde mise en demeure et de la résiliation envisagée. Il peut présenter ses observations dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la réception de ladite mise en demeure, la date de sa réception ou du récépissé faisant foi. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté la décision de l'IRD.

- En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations au regard des stipulations contractuelles, si, après trois mises en demeure (sur toute la durée du marché), et alors même que le Titulaire aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par l'IRD une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations

Enfin, lorsque le titulaire rencontre, en cours d'exécution du marché, des difficultés techniques nécessitant la mise en place de moyens hors proportion avec la valeur du marché, ou lorsque le Titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, l'IRD peut résilier le marché de sa propre initiative.

Lorsque la mise en demeure est assortie d'un délai d'exécution, ce dernier est fixé dans la lettre recommandée adressée au titulaire

ARTICLE 25. LITIGE

Le Titulaire et l'IRD s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations ou à l'exécution des prestations du présent marché, dans les conditions décrites à l'article 43 du CCAG-PI.

Tout différend entre le Titulaire et l'IRD doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Par dérogation à l'article 43.2 du CCAG-PI, ce mémoire doit être communiqué à l'IRD, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai d'un mois courant à

compter du jour où le différend est apparu. L'IRD dispose d'un délai de deux mois à compter de la réception de la lettre de réclamation pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

A défaut d'entente à l'issue de cette étape, les parties privilégient le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, ou à l'arbitrage, dans les hypothèses et les conditions prévues par le Code de la commande publique.

A défaut d'accord amiable, tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution du marché relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Marseille.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer.

Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire

ARTICLE 26. DEROGATIONS

Articles du C.C.P	Articles du C.C.A.G-PI de 2021
7	4.2
17.1	14.1.2 et 14.1.3
19	9.2
25	43.2

Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation)



[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)

Le présent document est à accepter sans modification.
Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.